

Vincent Peillon a eu tout à fait raison de rappeler, dès son entrée en fonction au ministère de l'éducation nationale, l'engagement pris par François Hollande de ramener la semaine d'école à cinq jours (quatre jours et demi en réalité).

Il lui fut rappelé que la concertation était nécessaire. Bien sûr. Evidemment.

On peut d'ailleurs se souvenir que Xavier Darcos avait réduit la semaine de classe à quatre jours par une décision totalement régaliennne, sans le moindre début d'une concertation.

Cette décision suscita un certain nombre de réactions. Mais pas autant qu'on aurait pu le souhaiter. Cela conduisit mon ami Antoine Prost à publier dans *Le Monde* un article retentissant intitulé : « *Un Munich pédagogique* » dans lequel il s'indignait que, par un lâche soulagement, on s'accommodait en France d'une situation unique dans l'OCDE qui conduisait nos enfants à n'être en classe que 144 jours sur 365, quitte à ce que ces journées soient surchargées, au détriment de la qualité de l'enseignement et des « apprentissages fondamentaux » tellement évoqués et invoqués dans les discours.

Donc, disons « oui », bien sûr, à la concertation.

A une condition toutefois.

Les points de vue des parents, des enseignants, des hôteliers, des « tour operators » et des agences de tourisme sont, certes, utiles et dignes d'être entendus.

Mais ce qui doit être premier, c'est l'intérêt des enfants, des élèves, qui ont droit à des enseignements de qualité dispensés dans de bonnes conditions, ce qui nécessite un temps scolaire suffisant bien réparti au cours de l'année et de la journée.

Soyons exigeants pour nos enfants et nos élèves. C'est d'abord à eux qu'il faut penser.

Jean-Pierre Sueur

—

.